Publie par la Cie. d'Imp. JOURNAL QUOTIDIEN 414 et 416, Rue Sussex

ABONNEMENT
LE CANADA
Journal Quotidien du Soir.
Un An en Ville ..... $ 4.00
Un An par la Poste .... $ 3.00

LE CANADA

OSCAR McDONELL, Directeur de la Redaction.

LA VALLEE DE L'OTTAWA
Edition Hebdomadaire du Journal
LE CANADA
ABONNEMENT
Un An en Ville ..... $ 2.00
Un An par la Poste ... 1.00

12eme. ANNEE No. 229 OTTAWA, VENDREDI 30 OCTOBRE 1891 LE NUMERO 2 CENTS

Salle de Lecture, Assemblée Législative

LETTRES
SUR LA
POLITIQUE EXTERIEURE

Paris, Octobre 1891.

Le gouvernement italien entrerait il dans les voies qui ont marqué la fin du règne néfaste de Napoléon III, et aurait il des indulgences pour des troubles qu'il croirait utile d'exploiter au profit de la politique "des dérivatifs"? Détourner les esprits des problèmes économiques, les préparer par l'excitation aux possibilités d'une guerre, que le roi Humbert envisage pour être comme le couronnement de l'édifice de la maison de Savoie, est un jeu singulièrement dangereux. A considérer les faits qui viennent de se passer au Panthéon de Rome, il est difficile de ne pas être frappé de la disproportion qui existe entre ce que les agitateurs romains ont appelé une monstrueuse injure faite à la mémoire de Victor Emmanuel et celles qu'ils ont jetées, chaque jour plus grossières, au peuple français. Que s'est il passé? Un très jeune homme, un Italien, fils d'Italien en tout cas, écrit sur le registre d'un temple consacré au culte catholique: « Vive le pape », tout court; non vive le pape roi! vive ce pape dont la loi des garanties reconnaît, à Rome même, l'autorité spirituelle. Bien entendu, l'étudiant Chaucari n'a point ajouté: « A mort Victor Emmanuel! » ce qui eût été le comble de l'inertie dans le temple où le roi galant homme est, hélas! enterré.

Comment une étincelle si légère eût elle mis le feu aux poudres, si la mèche n'avait pas été depuis longtemps préparée? En vain un sénateur, ministre français inaugurent la statue du héros de l'indépendance italienne à Nice; en vain ils rappellent Magenta et Solférino, renient Aspromonte, exaltent Dijon, proclament qu'une lutte de la France et de l'Italie serait une éclipse de la civilisation, en vain est ce un membre de notre gouvernement qui regrette que la mort de Garibaldi l'empêche de voir son rêve réalisé: "L'Italie unie avec Rome capitale", rien n'y fait. Les manifestations éclatent, se répercutent se succèdent sur tous les points de l'Italie.

Comment s'étonner que le peuple français dans sa majorité, lui que les plus gallophobes ne peuvent en cette occurence accuser de préméditation choucariste, pense que si ce prétexte *« non è vero, à ben trovato »* par ceux qu'il dégage momentanément des difficultés politiques ou sert dans leurs passions.

Les Italiens sensés ont déjà pesé les faits et les ont jugés; à nous de rester calmes et de faire aux sentiments de la nation italienne plus de crédit qu'elle ne semble disposée à en faire aux nôtres. Nul ne peut à cette heure nous soupçonner de faiblesse; nous sommes plus que jamais prêts à faire face aux responsabilités quand nous les aurons prises. Aussi avons nous le droit de hausser les épaules à propos du délit Choucari, que les Chierici, Lucchesi, Ruffini, Mennotti, Grotanelli et tant d'autres voudraient transformer en signal de Vêpres catholiques et françaises.

Je signale à mes amis de Rome l'article de M. Bonjean en tête de ce numéro, composé depuis plus de quinze jours, et qui n'a pu être écrit pour la circonstance; il devient une réponse à certaines diatribes d'une certaine presse italienne sur les soi disantes visées françaises Je rappelle à nos amis que l'histoire se répète, et c'est sous le couvert d'injures aussi peu graves qu'un "vive le pape!" au Panthéon, que le dernier Empire nous a entraînés dans des guerres dont le seul résultat a été d'épuiser nos ressources et de mettre en danger jusqu'à notre existence nationale.

Les gouvernements qui font partie de la fameuse ligue de la paix, c'est à dire de la Triple Alliance, donneront de plus en plus à leurs peuples le spectacle de leur agitation, des difficultés qu'ils créent à leur politique dans une union où tant d'intérêts contradictoires se heurtent, tandis que la France et la Russie, puisant chacune dans leur complet développement national la certitude que leur entente est pour toutes deux un indéniable élément de force, deviendront, par là même, une plus grande garantie de paix.

Tandis qu'en Italie, la politique du roi Humbert commence à pêcher en eau trouble, qu'à Vienne le baron Bauër, ministre de la guerre, par ses exigences, les approvisionnements qu'il prétend nécessaires d'accumuler aux frontières, par ses demandes de crédit, inquiète les cercles politiques; tandis que Guillaume II multiplie ses discours belliqueux et laisse révéler sans la démentir une confidence faite par lui à la reine Victoria sur la "nécessité pour l'Allemagne de faire la guerre à la France au plus tard en 1892", nos ministres tour à tour prononcent des discours pleins de sagesse et de prudentes résolutions. Par une phrase faite pour être applaudie sans réserve, à Bapaume, M. Ribot dit que la France peut aujourd'hui "pratiquer la paix avec dignité". M. de Freycinet, à Marseille, avec ce bonheur d'expression qui fixe en style lapidaire une situation, s'exprime ainsi: "La paix n'est pas seulement dans la main des autres, elle est aussi dans les nôtres et elle n'en est par suite que mieux assurée."

A propos des fêtes données en l'honneur de l'assainissement de Marseille, fêtes dont le succès a été le juste tribut payé aux efforts d'un maire d'une activité incomparable et d'une municipalité hautement intelligente, votre journal ni votre collaborateur, M. de Maurel-Mondion, ne pouvaient s'attendre à y voir M. le bourgmestre de Bruxelles, l'honorable M. Buls, transformé en ambassadeur extraordinaire, venir déclarer au nom de son souverain, — du moins s'est il dit "autorisé" à le faire, — que les lettres de l'usurpateur bulgare à la comtesse de Flandres, que le traité secret de la Belgique et de l'Allemagne engageant dans des conditions déterminées la neutralité belge étaient des "mensonges grotesques",—M. Buls n'a t il pas dit là un mot dangereux pour lui, en la circonstance,—et de pures inventions faites par des gens avides de publicité".

Donc, M. le bourgmestre, vous en répondez. Le prince Ferdinand de Cobourg n'avait nul droit d'affirmer qu'il était protégé par l'Allemagne contre la Russie et il ne l'a pas fait; donc mensonge et invention ne reposant sur aucune vraisemblance, que ces fameuses lettres aucun événement prédit par elles n'étant venu démontrer leur vérité. Donc, M. Buls, les fortifications de la Meuse ont été faites pour l'armée belge et la clause du traité de 1831 qui eût pu les livrer est abrogée. Donc il n'y a eu à aucun moment et il n'y a pas de traité secret entre le roi des Belges et l'Allemagne. Alors le système du "tout à l'égoût" triomphe sur toute la ligne aussi bien pour l'assainissement de Marseille que pour les engagements personnels de Léopold II avec les rois de Prusse.

Je n'aurais pas osé rêver une situation si dégagée. Mais depuis Cronstadt, depuis Portsmouth surtout qui a prouvé à Léopold II, au facteur de la politique anglo allemande, qu'il fallait au moins savoir feindre des sympathies pour la France, je ne m'étonne plus de rien. Merci, bon M. Buls! qui pourrait douter de votre parole? Personne! Ainsi nous l'inscrivons au Panthéon de l'histoire! vous avez désormais l'entière responsabilité de ce dont vous nous répondez dans les siècles des siècles; ainsi soit il!

Maintenant à nos députés de ratifier la Conférence de Bruxelles. Ils ne peuvent moins faire pour récompenser Léopold II et c'est là, qu'on m'en croie, la récompense qu'il leur demande. Au surplus, est ce que depuis le désastre d'une expédition allemande à Zanzibar les journaux de Berlin ne répètent pas que c'est le refus des Chambres de voter l'acte de Bruxelles qui a monté la tête aux Africains. Votez donc, messieurs les députés.

Tandis que nous sommes en veine de confiance, écoutons les conseils du plus spirituel et du plus inconstant des admirateurs de M. de Bismarck; j'ai nommé M. de Blowitz, correspondant du TIMES à Paris. Tout d'abord il nous révèle avec son habileté coutumière, que les nouvelles reçues par lui de Pétersbourg, nouvelles qui, comme de nos meilleurs vins gagnent à voyager, lui font croire que l'entente franco russe ne reposera pas sur un traité, mais sera un simple "instrument diplomatique international". Ceci posé, M. de Blowitz nous crie: Au loup, au loup! Il exalte la diplomatie russe pour nous mieux prouver, non sans impertinence, que la nôtre, très inférieure et privée de traditions, ne peut que se laisser abuser. Si les roueries de la diplomatie russe sont si dangereuses, qu'on en juge un peu, par la façon dont elle s'est laissé tromper au Congrès de Berlin, de ce que doivent être les traditions de la diplomatie anglo allemande.

"La conclusion d'un traité international est une des œuvres les plus complexes et les plus dangereuses que puisse entreprendre et réaliser un gouvernement", nous dit M. de Blowitz. Pour l'Angleterre et pour l'Allemagne, sans aucun doute, dominées qu'elles sont invariablement par l'idée de trahir leurs alliés: mais entre le Tsar loyal, entre la France sincère rien n'est plus simple.

M. de Blowitz affirme qu'un traité d'alliance ne peut être que *détrimental*, c'est son mot, et il feint de croire que si le texte de la Triple Alliance n'a pas encore été publié, c'est uniquement parce qu'il prouve l'inhabileté de l'une des diplomaties admises à le signer. M. de Blowitz sait mieux que personne pourquoi le traité de la Triple Alliance n'est pas publié; c'est parce que ses clauses sont offensives et non défensives et que l'effronterie du titre de "Ligue de la paix" usurpé par la Triple Alliance apparaît sur l'heure aux yeux des plus aveuglés, si certain article, répété dans les trois traités et visant deux fois la France par l'Allemagne et l'Italie et une fois la Russie par l'Autriche, était enfin connu.

Que notre gouvernement réalise donc les vœux du pays tout entier, sans se laisser égarer par ceux qui sont intéressés à le perdre, que nos députés acceptent les pouvoirs que la France leur délègue et qu'ils fixent les engagements de la Russie envers la France et ceux de la France envers la Russie. Notre sécurité nationale et la paix de l'Europe sont à ce prix.

Nos ennemis comprennent si bien que plus nous rassurons les peuples, plus nous émiettons la Triple Alliance des gouvernements; aussi déploient ils une activité toujours plus fiévreuse pour grouper contre la France et contre la Russie le plus possible de forces coalisées. Le roi Charles de Roumanie, commis voyageur et placier en alliance, sous l'étiquette de la raison sociale Guillaume II et Cie, va de Rome à Vienne pour écouler la marchandise roumaine, comme le roi Léopold II a été avant lui d'Angleterre en Autriche remplir le même office. Et la Roumanie belge aux portes de la Russie et la Belgique roumaine aux portes de la France achèvent toutes deux, sur les plans du même général Brialmont, des fortifications tournées vers les ennemis de l'Allemagne et de l'Autriche, et faites pour emmagasiner et abriter leurs forces le moment venu

En Espagne, la propagande antifrançaise prend des proportions inquiétantes Après *El Pays* et *Clamort*, qui ont exploité avec une mauvaise foi scandaleuse les débats de la diplomatie franco espagnole à propos de délimitations de la Guinée, l'*Imparcial* dénonce au patriotisme espagnol les visées de la politique française comme menaçantes et s'efforce de l'exciter en matière économique. Çà et là se présentent les premiers jalons de la voie qui conduirait l'Espagne à la Triple Alliance, si la France, malgré l'état d'infériorité où l'acculera son protectionnisme dans la politique internationale, ne veillait pour qu'il devienne impossible à nos ennemis de creuser au delà des Pyrénées un abîme semblable à celui qu'ils ont creusé au delà des Alpes.

En Bulgarie, les représentants de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Autriche Hongrie se sont rendus en corps au palais du prince Ferdinand et ont, par cet acte, publiquement affirmé la confiance que leurs gouvernements respectifs ont dans le protégé de M Stambouloff et en M. Stambouloff lui même. Les réfugiés bulgares, à Constantinople, ont adressé un appel à la bonne foi dudit Stambouloff, qui serait naïf s'il n'était en même temps un appel au pays pour qu'il se délivre du prince Ferdinand, revenue à la Constitution, conquière à nouveau la liberté du choix de son prince, et se tourne enfin vers la Russie. M. Stambouloff, on le devine, n'a pas répondu à M. M. Zankoff, Grouëff, Statchoff, Benderoff, etc. Mais il reste prêt à les faire fusiller à la première occasion.

Parlons de nos rares amis en Orient.

L'ACROPOLIS d'Athènes, organe de M. Tricoupis, terminait comme suit le 23 août, un article fort sensé sur l'éloignement du réglement de la question de Constantinople;

Donc, de tout cela, nous concluons que le peuple hellène doit se réjouir de l'alliance franco russe, car elle est destinée à empêcher que les questions internationales ne se règlent désormais selon les désirs de la Triple Alliance jusqu'à ce jour si pernicieuse pour la Grèce. La nation hellénique a donc raison de montrer une vive joie parce que, ne fût ce que par la force naturelle de l'opposition, la nouvelle alliance ne peut que prendre sous sa protection la justice et la morale qui, dans les affaires d'Orient, sont solidaires des droits de la Grèce.

A Athènes, M. Carapanos, ministre des finances, a donné sa démission. On se rappelle ses attaques passionnées contre les budgets de M. Tricoupis. Après avoir fait œuvre de critique dans l'opposition, il a été impuissant à faire œuvre de réformateur au pouvoir et n'a pu préparer le budget. La Grèce le devra, cette année, à M. Delyannis.

Si la situation économique de la Grèce n'est pas florissante, elle n'est cependant pas désespérée, comme voudrait le faire croire aujourd'hui M. Carapanos.

Depuis plus de dix ans, on menace la Grèce d'une banqueroute et son crédit est toujours debout. Le pays est riche et le peuple honnête; jamais le gouvernement ne se soustraira au devoir de payer les intérêts des valeurs souscrites à son profit.

La nomination de Djivad Pacha, dernier gouverneur de la Crète comme grand vizir, a été fort bien accueillie par les Crétois, Hellènes ou Turcs Djivad Pacha, ayant gouverné l'île deux ans, connaît à fond sa situation.

A lui d'éviter un soulèvement général. dans un moment où la révolte de l'Yémen est grave, en obtenant de son souverain le retour du *statu quo ante*. Toute autre satisfaction serait refusée par les Crétois, leur situation devenant chaque jour plus intolérable. A cette heure, les magistrats agissent plus cruellement sous le couvert des lois que les soldats turcs eux mêmes. Il vient d'être décidé que tout conflit entre les soldats et les citoyens serait jugé par les cours martiales. On devine si la justice y est rendue Chaque fois qu'un Hellène est coupable du meurtre d'un Turc, un grand nombre de Crétois sont arrêtés et soumis à la torture. Si le gouvernement turc ne se hâte de rétablir le *statu quo ante* et, par là même, une tranquilité relative, il provoquera une révolution générale. La Grèce a déjà prévenu les puissances qu'elle ne peut calmer l'exaltation des Crétois si on ne leur rend les privilèges et les garanties qu'on leur a enlevés

Les intrigues de l'Angleterres et de la Triple Alliance domineront elle encore cette fois les véritables intérêts de la Porte? Espérons que le sultan comprendra enfin la nécessité d'agir avec prévoyance et d'agir vite.

Les nouvelles qui nous arrivent d'Egypte sont dans la même note triste et décourageante, toujours la même. L'absorption du pays par les fonctionnaires anglais poursuit son cours sans aucun temps d'arrêt. On semble profiter de ce qu'en cette saison "il n'y a personne" en Egypte pour gagner du terrain sous les yeux des consuls interimaires hésitants ou inexpérimentés.

Ce sont les réglements dits "de police" qui, pour le moment, sont en cause, les questions de personne étant provisoirement ajournées. Ces réglements de véritables machines de guerre entre les mains du gouvernement anglais.

On a fort inconsidérément accordé au Khédive (c'est à dire E. Baring) lors de la conférence de Londres de 1885, la faculté de faire des règlements de police applicables aux étrangers. C'était une dérogation formelle aux capitulations; mais, disait on, il ne s'agit que de détails sans importance, de simples contraventions journalières, de pénalités insensibles, matière d'intérêts absolument secondaire, modification de pure forme pour ainsi dire, simplification avantageuse, allègement de la juridiction consulaire, etc. Les puissances se sont laissé convaincre. N'avait on pas d'ailleurs à traiter de bien plus graves questions à cette même Conférence?

Et voilà que cette réglementation si anodine est devenue l'instrument de la suppression de tous les droits de tous les privilèges, de toutes les libertés des Européens, de toute l'autorité des consuls. On prétend, en vertu de ces règlements, effectuer des visites domiciliaires, fouiller les personnes, fermer les établissements publics; au gré des exigences des fonctionnaires locaux, exercer un contrôle sur l'état civil des résidents, imposer des taxes, des amendes, exiger des documents authentiques de cent espèces différentes. On arrête par maladresse, incurie ou fantaisie le commerce de celui ci ou l'industrie de celui là; bref, les colonies européennes ne trouvent plus que des défenseurs impuissants.

Certes, la France n'a pas à contester à l'Angleterre son droit à une grande et légitime part d'action et d'influence en Egypte, et c'est déjà une supériorité que nous avons sur elle, car on ne peut nous accuser de vouloir une Egypte française. L'Europe sait à quoi s'en tenir a ce sujet. Quand au crédit que notre excessive condescendance a ouvert à l'Angleterre sur la foi de ses engagements en 1882, nous n'avons jamais entendu qu'il soit illimité; nous sommes d'accord en cela avec M. John Morley et avec M. Gladstone, tous deux n'ayant point hésité, dans leurs derniers discours, à maintenir les engagements de l'Angleterre et à dire, sous des formes différentes mais avec la même netteté au fond, que l'occupation de l'Egypte rend impossible à l'Angleterre sa liberté d'action, base fondamentale de sa politique extérieure et que cette occupation l'enchaîne à la Triple Alliance.

Si les Anglais n'ont pas pu en dix années accomplir leur œuvre de "régénération de l'Egypte", nul n'en ignore les motifs; c'est d'abord parce qu'il n'y avait rien à régénérer, mais seulement à supprimer des dilapidations qu'ils ont en partie remplacées par d'autres, ensuite parce qu'ils ont eu pour objectif, non l'organisation du pays, mais "de l'exploitation du pays". Ils ont considéré l'Egypte comme une ferme mal tenue, mais pourvue de terres excellentes. Ils s'en sont faits les régisseurs; ils en sont les maîtres de fait, se réservant d'ergoter plus tard sur la qualité de propriétaires.

Les Français qui habitent l'Egypte seront ils les valets de cette ferme? Espérons que non. Les gouvernements de bon sens et de bonne foi doivent être avec nous pour protester contre un accaparement qui confine au cynisme, car tous y sont intéressés comme nous, sinon, autant que nous.

Parlons maintenant de l'Angleterre et de sa néfaste influence dans l'Empire du Milieu. Jusqu'aux premiers massacres, les journaux anglais, publiés en Chine et inspirés par quelques missionnaires protestants, ne cessaient d'irriter les Chinois contre la France et contre la Russie, et de préconiser l'alliance anglo chinoise en Asie. J'ai sous les yeux un grand nombre d'articles dont la responsabilité pèse aujourd'hui lourdement sur leurs auteurs.

L'opinion publique et la presse en Russie, très clairvoyantes, demanderont au Tsar de ne faire à aucun prix cause commune avec l'Angleterre en Chine. C'est ce que la presse et l'opinion françaises ne devraient cesser de demander à notre gouvernement.

Le TIMES du 2 octobre, dépêche de Berlin, dit à son tour ce que mon correspondant de Chine et moi disons depuis deux années, par conséquent bien avant les graves événements actuels:

"La Russie a dans les eaux du Pacifique, dans le golfe de Petchili, en Corée, en Mandchourie, en Mongorie, dans le Turkestan chinois, au Thibet, des intérêts politiques de la plus haute importance." Il ne faut donc pas s'étonner que la Russie suive en ce moment à Pékin une politique différente que celle que l'Angleterre voudrait driger au nom de la civilisation, c'est à dire au nom de ses intérêts commerciaux. Ils ne datent pas d'hier les intérêts britanniques à Pékin. On voudrait à Londres triompher de la suprématie menaçante de la Russie en Chine et y imposer la politique qui a réussi depuis un siècle aux Indes et en Birmanie. Mais c'est un tout autre champ de bataille diplomatique qui n'a même pas d'analogie avec celui de l'Afghanistan. Entre Londres et Pétersbourg, il y a à Pékin une dynastie qui peut être comparée, sous certains rapports, à celle du Grand Mongol à Dehli, lors de l'entrée en scène de la France et de l'Angleterre. Aussi flottante que celle de Dehli, la puissance du Fils du Ciel donne au monde un curieux spectacle, 400 millions d'habitants, des vices rois, des vassaux, une armée, une flotte, tout cela à la merci de quelques mandarins, de quelques lettrés et d'une franc maçonnerie occulte ayant pour devise: "La Chine aux Chinois".

La Russie sait que la Chine est son terrain d'évolution économique qu'elle est chez elle dans cette direction. Voilà pourquoi votre correspondant s'évertuera à dire à notre gouvernement: "Prenez garde, une faute sur ce terrain est irréparable et ne pourrait être expiée tant votre responsabilité sera grande aux yeux de ceux qui savent que des solutions asiatiques sortiront des solutions occidentales, favorables à la France. Certaines rives du Rhin et celles du Petchili ont des identités qu'il serait coupable de ne pas étudier et connaître."

La Russie suit une grande politique, non celle qui consiste à vendre plus de cotonnades, plus de filets, plus de lainages, plus de canons, plus de métier à tisser ou à filer. La France doit appuyer cette politique avec toute l'autorité que lui donnent ses nouvelles lignes géographiques au Sud.

C'est en Chine et dans les mers de Chine que doit éclater et se faire agissante notre amitié pour la Russie. C'est là que nous travaillerons le mieux aux intérêts de la France et de l'Alsace Lorraine Le nœud s'est noué depuis un demi siècle, bien avant les événements qui devront contribuer à le dénouer.

En Angleterre, lord Salisbury vient de perdre un collaborateur précieux, M. W. H Smith, premier lord de la Trésorerie et leader de la Chambre des Communes. Administrateur de premier ordre, nul plus que M. Smith n'excellait à exposer clairement les questions les plus complexes, et le Premier lui a dû plus d'un succès parlementaire. En même temps que le parti conservateur, qui, décidément, est en développement, fait cette perte malheureuse, le parti libéral en fait une heureuse, celle d'un Boulanger plus tenace et plus habile, mais que l'infatuation a perdu comme le premier, M. Parnell.

M. Gladstone avait eu raison, par la politique et par cette moralité sévère qu'impose la conduite des partis du grand révolté d'Irlande. La mort épargne au roi non couronné les dernières convulsions qui eussent fait oublier les services rendus par lui à son pays. Aujourd'hui, par la disparition de M. Parnell, le *home rule* devient une force de l'opposition libérale alors qu'il n'était jusqu'ici, non point peut être une faiblesse, mais seulement un drapeau humanitaire.

On prête à lord Salisbury l'intention de remplacer M. Smith à la Trésorerie par son propre neveu, M. Balfour, qui fut si cruel dans l'application des lois de coërcition en Irlande, et qui est encore secrétaire d'État pour l'île sœur. C'est une faute que les ennemis du chef du parti tory doivent désirer lui voir commettre, car elle aurait des conséquences déplorables à la veille des élections générales en provoquant de légitimes froissements chez les unionnistes dont un seul, M. Goschen, est digne de remplacer M. Smith.

M. Parnell rencontrera t il dans la barque de Caron son ex ami, son adversaire, qui le premier marqua pour lui les coups de la défaite, Sir John Pope Hennessey, mort en même temps que M. Parnell. Dante eût vu dans ces deux morts simultanées un châtiment pour celui que l'orgueil avait fait le pire ennemi d'une cause sainte dont il avait été le soutien puissant. Il l'eût fait suivre par son ami à travers les cercles infernaux pour lui rappeler éternellement sa félonie.

Encore une mort celle du roi de Wurtemberg, Charles Ier, qui ne régna guère que de nom depuis la défaite de l'Autriche pour laquelle il avait pris parti et qui l'abandonna après Sadowa. La reine Olga Nicolajewna de Russie, tante de l'empereur Alexandre III, essaya en vain de lutter contre l'envahissement de de la Prusse; elle fut trahie par ses ministres et par son peuple. Le roi Charles mourant sans enfants, c'est un arrière cousin qui lui succède, le prince Guillaume, déjà plusieurs fois chargé de la régence en l'absence de Charles Ier, dont la santé exigeait de longs séjours dans le Midi; le pouvoir a passé dans ses mains sans secousse. Marié à une princesse de Schauenbourg Lippe, la reine et lui semblent destinés de jouer sans résistance, malgré l'attachement du nouveau roi pour le duc de Cumberland, leur rôle de grands vassaux de la Prusse impériale.

L'empereur d'Autriche a enfin tenu sa promesse au peuple tchèque de visiter l'exposition de Prague. Malgré les lamentations des Allemands sur les dangers que courait François Joseph en Bohême, il s'y est rendu confiant et n'a pas eu à s'en repentir. Pas un cri, pas un mot, pas une réserve d'enthousiasme n'ont rappelé à l'empereur, durant son séjour dans "la ville d'or des Slaves", le programme des jeunes Tchèques. Il est vrai de dire que par ce silence jalousement gardé les Tchèques se sont mis à l'abri des concessions à faire au souverain. M. Edouard Gregr lui même est venu saluer François Joseph en costume national. Enfin, le voyage de l'empereur en Bohême a été une marche de triomphe au milieu d'acclamations sincères. On peut affirmer avec certitude que ce ne sont point des Tchèques qui ont conçu l'attentat, d'ailleurs piteux de Reichemberg; les Allemands seuls avaient intérêt à rendre le voyage à Prague odieux

Maintenant l'empereur laisse t il la pacification derrière lui? Les Tchèques qui se sont précipités avec une sorte d'adoration sur les pas de leur souverain, venant les visiter, obéiront ils à ses injonctions de réaliser l'œuvre du compromis allemand? C'est en vain que François Joseph a souhaité en langue tchèque la paix intérieure à son peuple. Les Allemands seront le demain comme hier avec leurs exigences et le gouvernement du comte Taaffe ne les favorisera pas moins qu'avant la visite souveraine à Prague. L'amour pour l'empereur ne peut donc faire taire la haine de race.

En Hongrie, la session parlementaire s'ouvre à peine que l'opposition unie de l'extrême gauche et du parti modéré qui a pour chef le comte Albrt Apponyi, s'y montre résolue à la lutte suprême contre le ministère Szapary:

Avec la même continuité, avec la même violence, à l'aide de l'obstruction, l'extrême gauche, renforcée parle parti libéral modéré, combattra la réforme administrative, rêve de M. Tisza qu'essaie en vain de réaliser son successeur et qui, enlevant aux comitats leur autonomie, les livrerait désarmés à un gouvernement centraliste.

Le comte Albert Apponyi, dans un discours à ses électeurs, a signalé au pays le danger d'une armée "qui se conduit à l'égard de la Hongrie comme une armée étrangère et dont les sentiments anti nationaux blessent la dignité de la nation". La majorité de l'armée en Autriche est centraliste impériale, et le dualisme lui paraît une première concession dangereuse faite à l'autonomie des nationalités. L'décentraliste allemande est, quoiqu'en pensent les mamelucks du parlement de Budapest, en contradition avec le développement de sa constitution de la Hongrie. Cette idée est le pivot de l'alliance allemande, qui, elle même, vise le démembrement total de l'Autriche

X***

MEILLEUR ORIGINAL DISPONIBLE